

Dreizehnte Sitzung – Treizième séance

Donnerstag, 9. Oktober 1997

Jeudi 9 octobre 1997

15.00 h

Vorsitz – Présidence: Zimmerli Ulrich (V, BE)

96.067

Energiegesetz Loi sur l'énergie

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 940 hiervoor – Voir page 940 ci-devant

Präsident: Nachdem Sie den Rückweisungsantrag Maissen gestern morgen abgelehnt haben, setzen wir die Beratungen bei Artikel 14bis fort.

Art. 14bis

Antrag der Kommission
Streichen

Antrag Gentil

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Eventualantrag Maissen

(falls der Rückweisungsantrag abgelehnt wird)

Art. 14bis Abs. 1

Der Bund erhebt eine Lenkungsabgabe von 0,6 Rp./kWh auf dem Endverbrauch aller nichterneuerbaren Energieträger (Erdöl, Gas, Kohle und Uran).

Art. 14bis Abs. 2

Die Lenkungsabgabe ist wie folgt zurückzuerstatten:

a. 0,2 Rp./kWh zur Senkung der Lohnnebenkosten direkt an die Bevölkerung und Wirtschaft;

b. 0,4 Rp./kWh zur Förderung der erneuerbaren Energien aus Wasserkraft, Sonne, Holz und anderer Biomasse sowie zur Förderung von Massnahmen zur rationellen Energienutzung bei wärmetechnischen Gebäudesanierungen, Wirkungsgradverbesserungen bei Heizungen, Lüftungen, Prozesswärmeinsatz, moderner Haustechnik, Wärmepumpen, Wärme-Kraft-Koppelungsanlagen und effizienteren Antriebsystemen in allen Wirtschaftssektoren.

Art. 14bis Abs. 3

Sechs Jahre nach der Erhebung des vollen Abgabesaatzes von 0,6 Rp./kWh wird die gesamte Lenkungsabgabe staatsquotenneutral im Sinne von Absatz 2 Buchstabe a zurückerstattet.

Art. 14bis Abs. 4

Überschreitet bei einem abgabepflichtigen Unternehmen der Aufwand für den Energieverbrauch 2 Prozent des Jahresumsatzes, so reduziert sich der Abgabesaatz verhältnismässig abgestuft um höchstens 80 Prozent.

Art. 14bis Abs. 5

Bei der Mittelverwendung gemäss Absatz 2 Buchstabe b berücksichtigt der Bund ökologische und regionalwirtschaftliche Anliegen. Er unterstützt Massnahmen zur Förderung der Energieeffizienz und für den Einsatz erneuerbarer Energien bei besonders energieintensiven Betrieben.

Art. 14bis Abs. 6

Der Bundesrat erlässt die Ausführungs- und Ausnahmebestimmungen.

Art. 19 Abs. 1

....
dbis. Mitwirkung beim Vollzug der Massnahmen im Zusammenhang mit der Energielenkungsabgabe (Art. 14bis);

....

Art. 31 Abs. 2

Der Bundesrat kann die Lenkungsabgabe und entsprechend die Rückerstattungen gemäss Artikel 14bis innerhalb von vier bis sechs Jahren stufenweise einführen und setzt die erforderlichen Anpassungsfristen auf dem Verordnungswege fest.

Art. 14bis

Proposition de la commission
Biffer

Proposition Gentil

Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition subsidiaire Maissen

(au cas où la proposition de renvoi serait rejetée)

Art. 14bis al. 1

La Confédération prélève une taxe d'incitation de 0,6 ct/kWh sur la consommation finale de toutes les énergies non renouvelables (pétrole, gaz, charbon et uranium).

Art. 14bis al. 2

La taxe d'incitation est à restituer comme suit:

a. 0,2 ct/kWh directement à la population et à l'économie pour diminuer les charges accessoires du salaire;

b. 0,4 ct/kWh pour promouvoir les énergies renouvelables provenant de la force de l'eau, du soleil, du bois et d'autres biomasses et pour promouvoir des mesures pour une utilisation rationnelle de l'énergie lors de la modernisation des installations de chauffage, pour améliorer l'efficacité des appareils de chauffage, de ventilation, de chauffage industriel, de la technique du bâtiment, des pompes à chaleur, des équipements de couplage chaleur-force et d'une façon générale de tous les systèmes de propulsion dans tous les secteurs de l'industrie.

Art. 14bis al. 3

Six années après l'imposition de la taxe complète de 0,6 ct/kWh, la taxe d'incitation sera restituée, de manière neutre pour la quote-part de l'Etat au sens de l'alinéa 2 lettre a.

Art. 14bis al. 4

Si les montants dus par une entreprise imposée pour la consommation de l'énergie dépassent 2 pour cent de son chiffre d'affaires annuel, la taxe est réduite proportionnellement au maximum de 80 pour cent.

Art. 14bis al. 5

En utilisant le produit selon l'alinéa 2 lettre b, la Confédération tient compte des intérêts écologiques et régionaux. Elle soutient les mesures visant à améliorer le rendement énergétique et à promouvoir l'utilisation des énergies de substitution dans les entreprises qui ont une forte consommation d'énergie.

Art. 14bis al. 6

Le Conseil fédéral édicte les dispositions dérogatoires et les dispositions d'application.

Art. 19 al. 1

....
dbis. Participation à l'exécution des mesures en rapport avec la taxe d'incitation sur l'énergie (art. 14bis);

....

Art. 31 al. 2

Le Conseil fédéral peut introduire progressivement la taxe d'incitation et les remboursements selon l'article 14bis dans un délai de quatre à six ans; il fixe, par voie d'ordonnance, les délais d'adaptation à cet effet.

Gentil Pierre-Alain (S, JU): J'aimerais apporter à l'appui de la décision du Conseil national, à l'article 14bis, trois types d'arguments:

1. Cet article est conforme à l'esprit de la constitution et à la volonté politique exprimée à tous les niveaux de diversifier nos sources d'énergie et de respecter l'environnement.

2. Cet article n'introduit pas une distorsion de concurrence qui serait inadmissible à l'égard des autres acteurs de la politique énergétique.

3. Cet article permettrait de favoriser l'émergence dans notre pays d'un pôle dynamique de croissance dans un secteur économiquement porteur et prometteur d'emplois.

Tout d'abord, cet article est conforme à la lettre et à l'esprit de l'article 24octies de la constitution approuvé par le peuple. Il est également conforme à l'article 1er de cette loi que nous avons accepté hier. La lettre et l'esprit de ces deux textes nous incitent à prévoir une politique de l'énergie qui respecte l'environnement et qui permette une diversification de nos sources d'approvisionnement. Il ne s'agit donc pas d'un corps étranger que l'on introduit un peu artificiellement dans le corps de la loi, mais bien de la mise en oeuvre conséquente de la lettre et de l'esprit de cette loi et de notre constitution. Le deuxième élément qui me paraît important de porter dans cette discussion à l'appui de cet article 14bis est le problème de la concurrence. Notre commission qui propose de le biffer nous dit qu'il y aurait, si l'on introduisait cet article 14bis, une distorsion inadmissible de la concurrence en faveur des énergies renouvelables, principalement de l'énergie solaire et des autres énergies du même type. Je dois vous dire que cet argument n'est pas très convaincant. Il l'est d'autant moins lorsque l'on se rappelle qui sont les gens qui, dans ce débat, ont introduit cet argument de la prétendue distorsion de concurrence.

De qui s'agit-il? Il s'agit de bons apôtres qui viennent des secteurs de l'énergie nucléaire, de l'énergie gazière et de l'énergie pétrolière. Nous savons tous qu'il n'y a rien de plus beau, de plus émouvant, de plus attendrissant que le zèle de nouveaux convertis. C'est avec une grande admiration, mais tout de même un léger sourire, que j'entends tout ce petit monde de l'énergie nucléaire, de l'énergie gazière et de l'énergie pétrolière qui, depuis des décennies, a bénéficié de subventions et d'investissements publics, qui a pratiqué sans aucun complexe des ententes cartellaires, qui a usé, abusé et abuse encore de monopoles régionaux, nous expliquer aujourd'hui, sur le ton attendrissant du nouveau converti, que l'article 14bis constituerait la plus grave entrave à la liberté de la concurrence que l'on ait jamais vue dans la politique énergétique helvétique.

Je déclare mes intérêts: je suis président d'une petite société anonyme de distribution de gaz naturel qui dessert la région de Delémont et ses environs. A ce titre, je peux vous assurer que sans l'engagement résolu de l'Etat du Jura, sans l'engagement résolu et les subventions des communes de la région de Delémont, il n'y aurait pas aujourd'hui de gaz dans cette région. La collectivité publique a investi pour faire venir le gaz, elle a bien fait, elle continue à le faire, elle le fait bien, mais alors, il faut cesser de nous donner des leçons sur les distorsions de concurrence et de nous expliquer que, tôt ou tard, et grâce au marché, le gaz serait venu à Delémont! Si nous avions attendu le vent du marché, il n'y aurait pas encore de gaz à Delémont, et il n'y en aurait pas avant bien des années!

C'est donc dire que les milieux qui évoquent aujourd'hui la distorsion de concurrence ont accepté hier sans autre, et à leur bénéfice, des distorsions de concurrence évidentes. J'ai cité l'exemple du gaz qui a bénéficié, encore une fois à juste titre, des investissements publics, mais j'aurais pu parler de l'énergie nucléaire qui a fait financer depuis de nombreuses années la recherche fondamentale et appliquée par les pouvoirs publics, sans parler, comme l'a dit pertinemment l'autre jour M. Marty, du financement et de la couverture du risque par les pouvoirs publics – mais là, évidemment, c'était fort mal élevé de parler de distorsion de concurrence.

Nous pourrions parler enfin de l'énergie pétrolière, qui profite des infrastructures routières construites par les pouvoirs publics, qui ne couvre pas les coûts réels qu'elle occasionne, sans oublier les dommages liés à la pollution de l'air.

Je crois qu'il faut dire les choses un peu clairement. On ne fait pas de politique énergétique sans que les pouvoirs publics s'y engagent financièrement, d'une manière ou d'une autre. C'est normal, c'est juste, et cela correspond au but à

moyen et à long terme de notre législation. Il n'est donc ni absurde ni scandaleux ni illégitime de vouloir faire aujourd'hui en faveur des énergies renouvelables ce que nous avons fait longtemps, avec détermination, par le passé pour les énergies fossiles. Il n'est pas exact de parler d'impôt, déguisé ou non. Nous avons affaire à une véritable taxe d'incitation qui correspond à des efforts comparables antérieurement consentis en faveur d'autres énergies.

Troisième et dernière raison, de mon point de vue, d'accepter l'article 14bis. Il est incontestable que le secteur auquel nous apporterions cette aide au démarrage, cet appui, est un secteur en pleine expansion, qui recèle de réelles potentialités de développement. Il ne s'agit donc pas de subventionner un canard boiteux. Les énergies renouvelables offrent des possibilités incontestables, en Suisse, à l'étranger, pour nos chercheurs et pour nos entreprises, l'occasion pour elles de prendre de l'avance et de préparer l'avenir. Soutenir le développement de ces énergies renouvelables, c'est assurer aussi en Suisse un certain nombre d'emplois, aussi bien dans le secteur de la recherche que dans celui de la construction et de l'entretien des bâtiments; il y a, vous le savez, un effet multiplicateur important pour chaque franc investi dans les technologies de l'énergie renouvelable.

En conclusion, j'espère vous avoir persuadés qu'il ne s'agit pas d'introduire, via cet article 14bis, un corps étranger dans la loi ni de prendre une mesure à la sauvette; mais il s'agit d'être conséquents, d'être logiques, et de nous donner ainsi les moyens de réaliser complètement les buts constitutionnels et légaux que nous nous sommes fixés et d'apporter à ces énergies renouvelables le même genre d'appui que les pouvoirs publics ont apporté par le passé aux énergies fossiles.

Je vous prie donc de bien vouloir accepter le maintien dans la loi de l'article 14bis au sens où il a été accepté par le Conseil national.

Maissen Theo (C, GR): Ich spreche gesamthaft zu den Anträgen zu den Artikeln 14bis, 19 und 31, weil sie zusammengehören.

Ich weiss, es besteht die Möglichkeit, dass es nun eine Art Kommissionssitzung gibt. Ich habe das nicht gesucht, habe ich doch gestern einen Rückweisungsantrag gestellt. Wir werden nun sehen, wie die Debatte weiterläuft.

Bevor ich etwas zur Förderung der erneuerbaren Energien sage, erlaube ich mir – gewissermassen in Klammern – eine Vorbemerkung: Ich springe hier nicht auf einen fahrenden Zug auf. Ich habe 1980 ein Haus mit Sonnenkollektoren und Holzheizung geplant und dann gebaut. Seit bald zwei Jahrzehnten heizen wir, ohne einen Liter Heizöl verbraucht zu haben. Das ist nicht im Sinne der Darlegung einer Interessenbindung, sondern mehr im Sinne eines Tatbeweises zu verstehen. Damit kann ich diese Klammer schliessen.

Seit 1990, also seit sieben Jahren, haben wir nun diesen Energieartikel, einen Verfassungsauftrag, und wir haben doch eher wenig erreicht. Ich habe das gestern dargelegt und führe dazu nichts mehr aus. Ich ergänze noch folgendes: Dort, wo Einsparungen gemacht worden sind, sind es nicht nur gewollte Einsparungen, sondern zum Teil auch konjunkturell bedingte.

Auf etwas muss ich aber noch einmal eingehen, und zwar auf die Ziele des Energiegesetzes: In Artikel 1 Absatz 2 sind drei Schwerpunkte festgehalten. Es geht erstens um die umweltverträgliche Bereitstellung, zweitens um die sparsame und rationelle Energienutzung und drittens um eine verstärkte Nutzung einheimischer und erneuerbarer Energien.

Wir haben gestern gehört, das Energiegesetz sei im Prinzip die Fortschreibung des Energienutzungsbeschlusses, und dieser ist ja selbst im Zusammenhang mit dem Aktionsprogramm «Energie 2000» im Ergebnis nicht zufriedenstellend. Ich meine daher, dass es Pflicht ist, diesen Verfassungsauftrag mit Massnahmen zu erfüllen, die diesen Zielen näherkommen.

Wenn nun als Einwand gesagt wird, dass wir zu früh seien, dass zu viele Fragen offen seien, dann muss man doch feststellen, dass das Thema, wie man mit den bekannten Proble-

men im Energiesektor umgehen soll, wie man hier handeln soll, seit Jahren pendent ist. Wissenschaftliche Untersuchungen zu diesem Thema füllen in der Zwischenzeit Bibliotheken. Trösten wir uns mit der Beratung der Volksinitiativen, die das Parlament auch nicht gewollt hat, sondern die ihm aufge-drängt worden sind, und mit einer ökologischen Steuerreform? Das sind die Fragen.

Ich möchte bei diesem Zuwarten in der Energiepolitik einfach an etwas erinnern, das Herr Bundesrat Villiger im Zusammenhang mit der Finanzpolitik gesagt hat: Er hat die Situation in der Finanzpolitik mit einem Jumbo-Jet verglichen, der gegen eine Felswand fliegt und in dem sich die Leute fragen, ob sie Champagner oder Bordeaux trinken sollen. Die Energiepolitik ist diesbezüglich etwas träger. Man könnte sie eher mit einem Luxusdampfer vergleichen, der auf einen weit entfernten Eisberg zusteuert, und damit man diesem Eisberg ausweichen kann, bräuchte es frühzeitig Kurskorrekturen, die vielleicht gar nicht so gross sein müssen.

Es besteht ein Konsens darüber – das haben wir in den Debatten gehört –, dass eine Korrektur notwendig ist, weil die marktwirtschaftlichen Mechanismen wegen verfälschten Rahmenbedingungen suboptimale Strukturen schaffen. Wollen wir in dieser Situation auf Modelle warten, auf die grossen Würfe? Die Erfahrungen der letzten drei Jahrzehnte haben uns doch gelehrt, dass grossangelegte Konzepte – z. B. im Bereich Energie oder im Bereich Verkehr – doch nicht das gebracht haben, was man sich wünschen möchte.

Angezeigt wäre vielmehr ein pragmatisches Vorgehen: Kleine Schritte machen, Erfahrungen im Massstab eins zu eins sammeln und diese auswerten, um zu massgeschneiderten, flexiblen Lösungen zu kommen.

Überlegen wir uns doch, ob wir tatsächlich Zeit haben, um zu warten. Die fossilen Energierohstoffe sind endlich, aber nicht nur das: Preis und Verfügbarkeit der fossilen Energierohstoffe sind sehr von der Weltpolitik abhängig; praktisch über Nacht können diese Rohstoffe knapp werden, oder die Preise können wegen der vorgeschlagenen Lenkungsabgabe um ein Mehrfaches steigen. Deshalb meine ich: Das Ziel in diesem Energiegesetz müsste sein, die Produktion der einheimischen erneuerbaren Energie aktiv zu fördern. Das ist das Umfeld des Beschlusses im Nationalrat, ein Beschluss, dem zwar verschiedene Mängel anhaften.

Ich erlaube mir deshalb, kurz den Antrag, den ich Ihnen unterbreitet habe, zu erläutern. Es beginnt bereits bei der Marginale. Es heisst nicht mehr wie beim Nationalrat «Ausgleichsleistungen», sondern es ist eine «Energienlenkungsabgabe». Wenn man nun über diesen Begriff «Lenkungsabgabe» diskutiert, kann man vom Oberbegriff der Abgabe ausgehen. Steuern sind Abgaben, in der Regel nicht zweckgebunden und voraussetzungslos geschuldet. Die Lenkungsabgabe ihrerseits ist ebenfalls ein Unterbegriff einer öffentlichen Abgabe, definiert als Mittel zur Verhaltenssteuerung, oft auch als Alternative zu Verboten angewendet, die eben sofort wirken, im Gegensatz zu Lenkungsabgaben, die in ihrer Wirkung eher langfristig angelegt sind.

Die Umschreibung und die Verwendung der Lenkungsabgaben sind bereits in der Botschaft des Bundesrates vom 7. Juni 1993 zur Änderung des Umweltschutzgesetzes erfolgt. Ich lese Ihnen wenige Sätze vor. Dort heisst es bezüglich der Verwendung der Lenkungsabgaben: «Im Grundsatz sollen die Einnahmen aus Lenkungsabgaben kompensiert werden. So können Lenkungsziele und fiskalpolitische Ziele klar auseinandergehalten werden. Die Zweckbindung von Einnahmen aus Lenkungsabgaben für den Umweltschutz birgt immer die Gefahr der unwirtschaftlichen Mittelverwendung. Sie soll deshalb die Ausnahme bleiben und bedarf im Einzelfall einer speziellen Begründung (beispielsweise eine notwendige und effiziente Verstärkung der Lenkungswirkung über gezielte Beiträge für Umweltschutzinvestitionen).»

Zur Verfassungsmässigkeit wird in dieser Botschaft festgehalten – eine Aussage, die in der Debatte zum Umweltschutzgesetz in den Räten unbestritten blieb –: «Die Kompetenz des Bundes zur Erhebung von Lenkungsabgaben kraft Sachzusammenhangs ist nach der Praxis des Bundesrates und der neueren Rechtsprechung verfassungsrechtlich nicht

zu beanstanden. Die Lehre beurteilt die Frage uneinheitlich, doch kann davon ausgegangen werden, dass namhafte Autoren die verfassungsmässige Sachkompetenz als hinreichende Grundlage für die Einführung entsprechender Lenkungsabgaben durch das Gesetz ansehen.» (BBl 1993 II 1516, 1538)

Wenn wir uns nun der Wirkung zuwenden, welche diese 0,6 Rappen pro Kilowattstunde hätten, so macht das 0,22 Rappen je Kilowattstunde Strom aus, beim Erdöl wären es rund 6 Rappen je Kilogramm oder Liter. Es ist zudem vorgesehen, diese Abgabe stufenweise einzuführen. Wenn wir nun nach erfolgter Einführung mit der gestern dargestellten Quersubventionierung von der Wasserkraft zur Kernenergie vergleichen, so würde die volle Abgabe von 0,6 Rappen lediglich einen Zehntel dieser bestehenden Quersubventionierung ausmachen.

Absatz 2 sieht dann vor, diese Lenkungsabgabe an die Wirtschaft und die Bevölkerung zurückzuerstatten, und zwar zur Senkung der Lohnnebenkosten. Als Ausnahme ist in Buchstabe b vorgesehen – das ist auch in der Botschaft des Bundesrates zum Umweltschutzgesetz als Option festgelegt –, dass gezielte Beiträge für Umweltschutzinvestitionen ausbezahlt werden können.

Das Konzept meines Antrages sieht vor, dass man während einer Übergangsphase die umweltfreundlichen Energien, d. h. die erneuerbaren Energien, fördert. Bezüglich der Wasserkraft kann ich auf die gestrigen Ausführungen verweisen. Nur noch soviel: Die Förderung der Wasserkraft als erneuerbare Energie liegt im Landesinteresse, ist keine Sache der Gebirgskantone allein. 60 Prozent der Elektrizität gewinnen wir aus der Wasserkraft, sie trägt den Hauptteil zu unserer Auslandsunabhängigkeit in der Energie bei.

Bezüglich des Holzes zur Erinnerung soviel: Wir benützen zurzeit nicht einmal die Hälfte des jährlich nachwachsenden Menge an Holz. Es gehen jedes Jahr gegen 5 Millionen Kubikmeter Energieholz ungenutzt verloren, d. h., das Holz verfault im Wald. Ich möchte hier an alle «Hölzigen» – also an all jene, die in Organisationen sind, die mit Holz und Wald zu tun haben – diesen Appell richten: Bedenken Sie, was man hier tun müsste!

Schliesslich zur Biomasse: Hier sehen wir eindeutig die Verbindung zur neuen «Agrarpolitik 2002».

Zur Solarenergie sage ich weiter nichts; darüber ist vor allem von Kollege Frick genügend gesagt worden.

Die Verbesserung der Effizienz der Energienutzung in Haushalt und Unternehmen ist ebenfalls in Absatz 2 Buchstabe b aufgeführt. Es ist interessant, dass diesbezüglich sehr viele Zuschriften aus der Wirtschaft eingegangen sind, auch von Unternehmern, die diese Massnahme unterstützen, weil mittelfristig davon wesentliche Wirtschaftsimpulse zu erwarten sind. Ich mache hier keinen Zahlenstreit; das bringt nichts. Aber es ist sicher so, dass es Wirtschaftsimpulse auslöst.

Absatz 3 legt fest, dass diese Übergangslösung abgelöst werden soll durch eine staatsquotenneutrale Regelung, teilweise auch aufkommensneutral, damit es im Sinne der Vorgaben des Umweltschutzgesetzes eine echte Lenkungsabgabe ist.

Absatz 4 weist darauf hin, dass die Mittelverwendung ökologisch erfolgen soll – im Sinne von Umweltschutzinvestitionen – und beinhaltet den regionalwirtschaftlichen Aspekt, u. a. dass vor allem bei energieintensiven Betrieben die Förderung der Energieeffizienz an die Hand genommen werden soll.

Schliesslich noch der Punkt in Absatz 5, wo gegenüber der Fassung des Nationalrates der Vorwurf vorgebracht worden ist, die energieintensiven Betriebe würden zu stark belastet. Dem wird in Absatz 5 Rechnung getragen, indem der Bundesrat bei solchen Betrieben abgestufte Lenkungsabgaben festlegen kann.

In Artikel 19 wird auch einem weiteren Einwand Rechnung getragen. Es wurde gesagt, es gebe zuviel Administration. Hier ist vorgesehen, dass – wie bei anderen Massnahmen auch – geeignete Organisationen beigezogen werden können. Das ist das gleiche wie bei den Lenkungsabgaben im geltenden Umweltschutzgesetz.

Artikel 31 ermöglicht schliesslich, dass der Bundesrat die Einführung über vier bis sechs Jahre stufenweise vornehmen kann. Der Antrag, der hier unterbreitet wird, nimmt also verschiedene, nicht zuletzt auch aus Wirtschaftskreisen eingebrachte Anliegen auf. Schaffen wir mit dieser Fassung eine Differenz zum Nationalrat! Damit hat die UREK des Nationalrates die Möglichkeit, an diesem Traktandum weiterzuarbeiten und auch allfällige Mängel meines Antrages – die ich gar nicht vorweg bestreiten will – noch zu korrigieren.

Forster Erika (R, SG): «Schaffen wir eine Differenz!», haben wir soeben von Kollege Maissen gehört. Ich möchte auch eine Differenz schaffen, aber indem ich mich dafür einsetze, dass Artikel 14bis im Energiegesetz gestrichen wird und auch der Eventualantrag Maissen keinen Eingang ins Gesetz findet. Das nicht, weil ich zu den Ewiggestrigen gehören würde, denen es noch nicht gedämmert hat – das konnte ich in einigen Zeitungen lesen. Artikel 14bis in der Fassung des Nationalrates haften aber so grosse Mängel an, dass nach meiner Meinung nur eine integrale Streichung die richtige Reaktion sein kann.

Die Fehlkonstruktion beginnt bei der Zielsetzung. Zu Beginn von Artikel 14bis heisst es: «Als Ausgleichsleistung zur Wahrung des marktwirtschaftlichen Wettbewerbs im Energiebereich» Ich frage Sie: Was um Himmels willen haben Subventionen in der Höhe von mehreren hundert Millionen Franken mit marktwirtschaftlichem Wettbewerb zu tun? Sie führen doch allein zu dessen Verzerrung, zumal in einer sich zunehmend globalisierenden Welt. Selbst wenn man die Argumentation der Befürworter aufnimmt und anerkennt, dass bereits heute Quersubventionierungen unter den verschiedenen Energieträgern und auch innerhalb der Produzenten bestehen, ist das für mich keine Rechtfertigung dafür, jetzt mit einem weiteren Subventionssegen die Verhältnisse noch weiter von der Marktwirtschaft wegzuführen.

Falsch ist nach meiner Meinung auch der Begriff «Lenkungsabgabe». Wir haben darüber gestern viele Ausführungen gehört, deshalb möchte ich darauf verzichten.

Wir haben aber gestern den Befürwortern von Alternativen immer wieder versichert, das Thema «Förderung der Solarenergie» sei nicht weg von der parlamentarischen Agenda, wenn wir Artikel 14bis streichen, weil er weder in dieses Gesetz gehört noch durchdacht, noch sachlich richtig ist. Vom Tisch muss für mich aber die Idee, die Solarenergie mit Ressourcensteuern «coûte que coûte» zu fördern.

Der zweite und wohl wichtigste Grund der Ablehnung liegt im versuchten Aufbau eines gigantischen neuen Subventionsapparates mit einem jährlich wiederkehrenden Volumen von mehreren hundert Millionen Franken, und dies zugunsten eines einzigen, nicht konkurrenzfähigen Wirtschaftszweiges, nämlich der Solartechnik und der Haustechnik im allgemeinen.

Die mit solchen Beträgen verbundenen Wettbewerbsverzerrungen sind unabsehbar. Zudem würden eine Art staatlich verordnete Gewinnrenten geschaffen. Von einem marktwirtschaftlichen Mechanismus könnte jedenfalls keine Rede sein. Und der Anreiz, mit weiterem technologischen Fortschritt Alternativen konkurrenzfähig zu machen, würde gewiss geringer.

Ein weiterer Ablehnungsgrund liegt im Umstand, dass das Verteilen von Subventionen bekanntlich eine subjektive Angelegenheit ist. Sicher wird sie von Verteilungskämpfen begleitet und setzt deshalb einen politischen und administrativen Apparat in Bewegung, wie wir ihn von der Landwirtschaftspolitik her kennen. Die Verteilung von Hunderten von Millionen Franken durch die Wirtschaftsverbände, wie es die Initianten vorschlagen, ist deshalb nach meiner Meinung unpraktikabel.

Die Behauptung, dass mit der Abgabe per saldo Zehntausende neue Arbeitsplätze geschaffen werden können, bleibt unbewiesen. Der Nettoeffekt aller Subventionen ist gemäss vielen Untersuchungen nicht a priori arbeitsplatzfördernd. Sicher werden bei so hohen Subventionen Arbeitsplätze geschaffen. Ich zweifle aber an der Aussage der Initianten, dass es 60 000 bis 80 000 Arbeitsplätze sein sollen. Wo hö-

here Kosten anfallen, werden in der Regel auch Arbeitsplätze vernichtet, weil die Konkurrenzfähigkeit verlorengegangen ist.

Trotz der Ablehnung des Solarartikels im Energiegesetz bin ich Befürworterin von besseren Rahmenbedingungen zur Förderung von erneuerbaren Energien. Wie eine Grosszahl anderer Parlamentarierinnen und Parlamentarier bin ich der Auffassung, dass die Zeit reif ist, sich über sinnvolle Lenkungsabgaben im Umweltbereich Gedanken zu machen.

Zum Eventualantrag Maissen: «Allen Menschen recht getan, ist eine Kunst, die niemand kann.» So jedenfalls lehrt es das Sprichwort. Allein Kollege Maissen schickt sich nun offensichtlich an, diesen Satz Lügen zu strafen. Er stellt sich vor, im allgemeinen Basar der Ideen der Energiepolitik gleich eine Handvoll Zielsetzungen mit entsprechenden Massnahmen zu erfüllen; alles vereint in der Wundertüte eines einzigen Artikels. Es fehlt eigentlich nur noch die Finanzierung der AHV. Da von durchdachter Legiferierung zu sprechen, wie es einige Kollegen in der gestrigen Debatte getan haben, scheint mir doch leicht übertrieben.

Im Verhältnis zum nationalrätlichen Beschluss ist im wesentlichen neu – Kollege Maissen hat das auch gesagt –:

1. die Förderung der Wasserkraft;
2. die teilweise Gestaltung der Abgabe als Lenkungsabgabe mit Rückerstattungsmechanismus;
3. der Übergang zu einer Lenkungsabgabe nach einigen Jahren;
4. der reduzierte Abgabesatz;
5. das Element einer ökologischen Steuerreform.

Die Kritik, welche ich im Zusammenhang mit Artikel 14bis in der Fassung des Nationalrates angebracht habe, lässt sich integral auf die Fassung Maissen übertragen. Das Verhängliche am Antrag scheint auf den ersten Blick die Idee, einen Teil der Abgaben von Beginn an als Lenkungsabgaben auszugestalten. Somit müssten alle Anhänger von solchen Abgaben in Beweisnotstand geraten.

Dem ist aber meiner Meinung nach nicht so, denn einmal mehr möchte ich daran erinnern, was Lenkungsabgaben auszeichnet, damit sie diesen Namen verdienen:

1. Sie müssen auf Emissionen erhoben werden, um einen direkten Bezug zum Umweltziel zu haben.
2. Sie haben hoch genug zu sein, um eine Lenkungswirkung zu erreichen.

Beides ist mit dem Eventualantrag Maissen nicht realisiert.

Zum Absatz 4 des Eventualantrages Maissen, der postuliert, dass abgabepflichtigen Unternehmen mit einem hohen Energieverbrauch ein reduzierter Abgabesatz zugestanden werden soll: Ich bin im Prinzip damit einverstanden, frage mich aber, weshalb gerade 2 Prozent des Jahresumsatzes gewählt werden, um eine Reduktion zu gewähren. Welche Untersuchungen liegen diesem Prozentsatz zugrunde? Weshalb soll der Abgabesatz bis höchstens 8 Prozent reduziert werden? Fragen über Fragen, die hier und jetzt wohl kaum zufriedenstellend beantwortet werden können. Auch deshalb schreke ich davor zurück, dem Eventualantrag Maissen zuzustimmen.

Eine letzte Bemerkung: Die Ausgestaltung des Eventualantrages nimmt Elemente einer ökologischen Steuerreform auf, sollen doch bei der Rückerstattung die Lohnnebenkosten gesenkt werden. Auch hier handelt es sich um eine Idee, die noch längst nicht ausdiskutiert ist. Ins Energiegesetz gerade ein Element der ökologischen Steuerreform einzufügen und alle anderen Anforderungen an eine solche Steuerreform ausser acht zu lassen, scheint mir fahrlässig. Ich denke, so geht es nicht – und wir sollten weder Artikel 14bis im Gesetz belassen noch dem Eventualantrag Maissen zustimmen.

Spöerry Vreni (R, ZH): Ich meine, dass gestern in der Eintretensdebatte ausführlich dargelegt wurde, warum die Kommission diesen Artikel 14bis, der eine Abgabe von 1 Milliarde Franken auf der Energie in das Energiegesetz einfügen würde, geschlossen nicht unterstützt. Mit dem vorliegenden Energiegesetz müssen wir den Energieartikel umsetzen, wir müssen insbesondere den befristeten Energienutzungsbeschluss ablösen, und wir benützen dieses schlanke Rahmen-

gesetz durchaus auch dazu, erneuerbare Energien besser fördern zu können. Ich erinnere an Artikel 7 mit der Abnahmepflicht zu bevorzugten Bedingungen; ich erinnere daran, dass die dezentrale Energieversorgung in der Schweiz mit diesem Gesetz unterstützt wird. Alle weitergehenden Fragen sind aber, wie wir ausführlich dargelegt haben, im Gesamtzusammenhang mit all den vielfältigen Begehren zu lösen, die mit Bezug auf eine Verteuerung der Energie im Raume stehen. Dies gilt insbesondere für all jene Begehren, die Verfassungsrang haben. Aus unserer Sicht ist eben der Energieartikel für die Implementierung einer Zwecksteuer keine genügende Verfassungsgrundlage. Ich habe in meinem gestrigen Votum dargelegt, warum nicht.

Herr Maissen will im Prinzip genau das gleiche wie das, was der Artikel 14bis will: 1 Milliarde Franken sollen von den Konsumentinnen und Konsumenten und der Volkswirtschaft abgeschöpft werden. Er will einfach eine andere Verteilung. Bei dieser anderen Verteilung spielt offensichtlich die Besorgnis der Bergkantone über die bevorstehende Markttöffnung mit. Ich verstehe diese Besorgnis, aber ich bin nicht bereit, heute im Rahmen des Energiegesetzes schon flankierende Massnahmen im Sinne von zusätzlichen Abgaben zu beschliessen, weil noch nicht einmal ein Markttöffnungsgesetz vorliegt und wir nicht wissen, in welchem Ausmass unsere Wasserkraft von dieser Markttöffnung überhaupt betroffen ist.

Es ist schade, Kollege Maissen, dass Sie nicht an der Veranstaltung des Energieforums waren, die über Mittag stattgefunden hat. Wir hatten zwei ausgewiesene Experten – einerseits Herrn Professor Erdmann und andererseits Herrn Professor Gebhard Kirchgässner – bei uns zu Gast, die über die Thematik «Lenkungsabgaben und ökologische Steuerreform» referiert haben. Bei allen Unterschieden gewisser Ansätze und in der Beurteilung gewisser Auswirkungen, in einer Frage waren sich die beiden Experten einig – Professor Kirchgässner ist immerhin beim Team dabeigewesen, welches im Auftrag des Nationalfonds die aktuellen Forschungsarbeiten im Rahmen des Schwerpunktprogramms «Umwelt» durchgeführt hat –: Beide haben sich konkret zu diesem Artikel 14bis in der Form geäussert, dass sie zu dieser Art von Steuer nicht stehen könnten. Es mache Sinn, die erneuerbaren Energien über die Forschung, allenfalls über Pilotanlagen, zu fördern. Aber wenn auch noch die Marktanwendung mit Subventionen gestützt werden müsse, und um das geht es in Artikel 14bis, führe das entweder zu einer endlosen Subventionierung oder dann habe man, wenn man die Subventionierung nach einigen Jahren abbrechen wolle, wie Sie das vorsehen, Herr Maissen, eine Branche, die dem Markt nicht gewachsen sei. Beide Professoren haben das so vertreten. Sie sind der Meinung, dass man den Gedanken der ökologischen Steuerreform weiterverfolgen muss, sehen aber beide einige Stolpersteine, die noch zu beseitigen sind. Sie haben genau die Richtung aufgezeigt, die auch die UREK unseres Rates als die richtige angesehen hat.

Ich bitte Sie, diese Arbeit nicht durch Aufnahme von Artikel 14bis ins Energiegesetz zu behindern.

Iten Andreas (R, ZG): Der Kommissionspräsident hat gestern die Argumente der Kommission ausführlich dargelegt, warum Artikel 14bis nicht akzeptiert werden kann. Ich wiederhole in einigen Stichworten das, was er gesagt hat: Die Frage der Verfassungsmässigkeit scheint offen. Sie ist auf jeden Fall sehr kontrovers. Es handelt sich um eine Zwecksteuer, nicht um eine eigentliche Lenkungsabgabe. Es geht um eine gigantische Verteilung von Geldern mit einem grossen administrativen Apparat – sei es privat, sei es staatlich.

Ich möchte auch auf das Argument hinweisen, das Frau Spoerry soeben erwähnt hat: Die Subventionen können eine Entwicklung einleiten, die zu nicht markttauglichen Lösungen führt, die dann nicht weiterführen und allenfalls endlos Subventionen auslösen. Es sind unabgeklärte volkswirtschaftliche Verhältnisse vorhanden. Wir kennen die Auswirkungen nicht. Wir haben auch kein Vernehmlassungsverfahren durchführen können, was sehr wichtig gewesen wäre.

Ich habe schon in meinem Eintretensvotum gesagt, dass mich der Beschluss des Nationalrates hin- und hergerissen

hat. Der Antrag Suter hat im ganzen Lande eine ungeahnte Diskussion ausgelöst. Man kann ihn als Bahnbrecher bezeichnen; es ist etwas in Bewegung geraten. Das müssen alle zur Kenntnis nehmen, und man hat es auch zur Kenntnis genommen.

Diejenigen, die früher gegen jede Änderung der Energiepolitik waren, spüren plötzlich, dass etwas nicht mehr ist, wie es vorher war. Man kann daraus Optimismus schöpfen, denn wenn diejenigen, die etwas nicht mehr verhindern können, sich mit denjenigen, die etwas wollen, verbinden, dann kommt es gut, dann stehen wir vor neuen Ufern.

Man kann es mit Franz Alt auch dramatischer formulieren. Er sagt: «Neue Erkenntnisse werden selten dadurch realisiert, dass ihre Gegner umgestimmt werden, sondern eher dadurch, dass die Gegner aussterben.» (*Heiterkeit*) Wenn ich an die gewaltigen Forschungsbemühungen allein an der neuen Umweltautorität der ETHZ denke, dann wird tatsächlich eine Generation nachstossen, die die Akzente in der Energiepolitik anders setzen wird.

Ich bin Präsident des Ausschusses für Umweltpolitik meiner Partei. In diesem Ausschuss herrscht die Überzeugung, dass man die nichterneuerbaren Energien verteuern und die Lohnnebenkosten reduzieren müsse. Das ist eine Möglichkeit, den Wirtschaftsstandort Schweiz konkurrenzfähiger zu machen. Ich werde daher eine entsprechende Motion einreichen.

Sie soll ein Zeichen dafür sein, dass viele Freisinnige – auch hier im Saal – mithelfen wollen, zukunftsfähige Lösungen zu suchen. Nichts also von Blockade, von Verhinderungstaktik. Wir brauchen Vorschläge, die Zustimmung, die breiten Konsens auch in der Wirtschaft finden. Davon sind wir heute aber noch weit entfernt.

Was mir an dem vom Nationalrat übernommenen Antrag Suter gefällt, ist die Tatsache, dass er Beschäftigungsimpulse auslösen kann. Das spüren vermutlich all die zahlreichen Gewerbetreibenden, die uns um Unterstützung gebeten haben. Es gibt offenbar ausserhalb von ökologischen Verbesserungen und Neuentwicklungen nicht mehr allzuviel Wirtschaftswachstum. Das mag mit ein Grund sein, warum quer durch gesellschaftliche und parteipolitische Gruppierungen neue Koalitionen der ökologischen Vernunft entstehen.

Wir haben nach der Verabschiedung des Energiegesetzes aber genug Stoff und Zeit, mit ökologischer Vernunft ans Werk zu gehen. Wenn wir dies nicht tun, wird uns das Volk den Weg weisen, ähnlich wie bei der Rothenthurm- und bei der Alpen-Initiative. Ich bitte Sie, das Energiegesetz jetzt nicht mit einem nicht ausdiskutierten Vorschlag zu belasten. Der vom Nationalrat beschlossene Artikel 14bis verdient eine gewisse Sympathie; den Antrag Maissen betrachte ich noch als eine gewisse Verbesserung, jedenfalls als auch diskussionswürdig. Er würde eine dezentrale Energieversorgung fördern und vor allem einen Impuls auslösen; das bedeutet eine Förderung des Gewerbes und der innovativen KMU. Es führt auch zu einer gewissen Freiheit gegenüber den grossen Energiekonzernen. Das ist in einer Zeit, wo der nationalstaatliche Einfluss überall zurückgeht und die internationale Abhängigkeit auf allen wirtschaftlichen Gebieten immer grösser wird, auch von wirtschaftsdemokratischer Bedeutung. Es muss mehr Druck von unten nach oben entstehen.

Dennoch: Wir sollten jetzt stufengerecht vorwärtsgehen und zuerst das tun, was wir mit Sicherheit zum Ziel führen können: die Erfahrungen des Energienutzungsbeschlusses anwenden und dann mit Kraft und Energie den weiteren Schritt machen. Es wäre wirklich schade, wenn das Energiegesetz scheitern würde.

Darum sind wir gut beraten, wenn wir heute das Gesetz ohne Artikel 14bis und ohne Eventualantrag Maissen verabschieden. Ich bitte Sie darum.

Brändli Christoffel (V, GR): Ich möchte mich nicht materiell zu den Inhalten dieser beiden Anträge äussern, aber doch etwas zur Abwicklung dieses Geschäftes sagen. Wir haben gestern Rückweisung abgelehnt in der Meinung, die Kommission behandle diese Frage im Zusammenhang mit einem Gegenvorschlag und nicht im Gesetz, und zwar, weil es eben

doch um eine Steuer geht, die in diesem Gesetz keinen Platz hat. Frau Spoerry hat heute gesagt, die Auffassung, die gestern zum Ausdruck kam, sei von den Experten des Energieforums eindeutig bestätigt worden.

Ich bin jetzt natürlich etwas irritiert und überrascht darüber, dass man trotz diesem Beschluss versucht, nun ohne Prüfung, ohne Diskussion in der Kommission hier einen Gesetzestext von einer derartigen Tragweite plazieren zu wollen. Sie können sagen, nach sechs Jahren werde das zurückgestattet, in den ersten fünf Jahren nicht. Wenn Sie das aufrechnen, fünf mal 1 bis 1,2 Milliarden Franken, sehen Sie: Es geht hier um 6 Milliarden Franken Steuern in diesen fünf, sechs Jahren. Mit diesem Geld können Sie mehr als den Lössberg finanzieren. Das ist erschreckend. Sollen wir solche Entscheidungen treffen, ohne dass das von einer Kommission geprüft wird? Diese Art und Weise hat mit einer seriösen Gesetzgebung nichts zu tun. Aus diesem Grund meine ich – auch wenn man mir nachher sagt, ich hätte irgend etwas nicht unterstützt; ich habe mich materiell nicht geäussert –, dass wir das seriös prüfen müssen, bevor wir Geschäfte mit derartigen Steuerbelastungen beschliessen. Ich bitte Sie, den Entscheid von gestern zu bestätigen.

Marty Dick (R, TI): Ce que vient de dire M. Brändli m'incite à intervenir, non pas pour répéter ce que j'ai dit hier, mais pour rappeler à M. Brändli que si on ne peut pas approfondir la proposition, c'est parce qu'on a refusé de le faire. Je respecte le vote d'hier, mais je le déplore. Nous ne demandons pas de prendre une décision hier, nous demandons d'approfondir le sujet dans la commission. Vous ne l'avez pas voulu, la majorité a décidé, cela mérite respect; mais qu'on ne vienne pas maintenant faire le reproche qu'on n'a pas eu le temps d'approfondir en commission!

J'aimerais quand même reprendre ce qu'a dit le président de la commission. Il s'est engagé, non seulement à titre personnel, mais aussi avec la commission, solennellement, à reprendre le thème des taxes d'incitation écologiques et des énergies renouvelables. Il a dit, et je le crois, que cela sera fait de façon sérieuse et que le sujet sera abordé sans retard. Eh bien, j'en ai pris note! Je vous en remercie, Monsieur le président, permettez-moi de vous dire que vous serez sous haute surveillance et j'espère que lorsque vous dites «sans retard», cela ne veut pas dire aux calendes grecques.

Par la même occasion, j'aimerais entendre un engagement tout aussi formel et tout aussi solennel de la part du représentant du Gouvernement. Je crois que nous sommes tous conscients que nous arrivons à la fin d'une époque énergétique. Cela ne sert absolument à rien de se gargariser de notions telles que les lois du marché, lorsqu'on sait que, chaque année, on rejette dans l'atmosphère de ce pays 43 millions de tonnes de CO₂ du fait de l'utilisation d'énergie d'origine fossile.

Je crains que, dans quelques décennies, le jugement que l'on portera sur cette saison historique ne soit extrêmement sévère.

Je l'ai déjà dit hier, la proposition Suter n'est peut-être pas parfaite, mais si on décide de la refuser, il faut aussi faire des propositions et il ne faut pas renvoyer continuellement les problèmes à plus tard.

Nous nous sommes aussi tous rendu compte qu'il y a un grand changement dans le pays, c'est indiscutable. Les personnes qui manifestent une sensibilité écologiste ne sont plus considérées maintenant comme des «rigolos» ou comme des «Exoten», comme c'était le cas il y a quelques années. La sensibilité écologiste est en train d'envahir le pays, parce que c'est finalement l'instinct de survie qui fait comprendre aux gens qu'on ne peut pas continuer comme on le fait maintenant. Alors, il est de la responsabilité de toute la classe politique, du Gouvernement, du Parlement et des partis politiques, d'avertir, d'affronter ces problèmes à temps et de proposer des solutions, et pas d'être toujours à la remorque de mouvements qui sont en train d'envahir et d'occuper toute la pensée de la population.

Je crois, hélas, que notre pays est en train de perdre l'occasion d'être pionnier en ce domaine, comme nous l'avons été

il y a cent ans avec les premières centrales hydrauliques. Nous avons été parmi les premiers au monde, nous avons attiré l'attention du monde sur la possibilité de fabriquer de l'énergie renouvelable avec des moyens écologiques ou écologiquement soutenables. Aujourd'hui, on est en train de perdre cette occasion d'être pionniers, mais essayons au moins de ne pas être en retard d'une guerre!

Encore une dernière chose: BP, British Petroleum, a décidé, au mois de mars de cette année, d'investir 1 milliard de francs dans l'énergie solaire. Je répète: BP! Ce sont des gens qui sont devenus riches, qui ont fait des affaires avec l'énergie fossile, mais ce ne sont pas des fossiles, eux! Ils ont compris que, dans le domaine énergétique, il y a des changements. Même chez Shell, ce ne sont pas des fossiles: ils viennent, ces dernières semaines, de décider d'investir 250 millions de dollars dans l'énergie solaire, et ils vont investir beaucoup plus au cours des prochaines années. Ce sont des gens qui comprennent mieux que beaucoup d'autres les lois du marché, et ils sont en train de comprendre ce qui se passe à notre époque dans ce domaine.

Dès lors, essayons d'emboîter le pas. Je fais confiance à la commission qu'elle le fera très rapidement et qu'on se retrouvera très rapidement dans cette salle pour affronter ces problèmes qui sont essentiels à la survie de notre pays.

Gemperli Paul (C, SG): Ich möchte zuerst Herrn Maissen ein Kompliment machen. Ich glaube, dass niemand in diesem Saal sitzt, der sich als Ratsmitglied derart intensiv mit dieser Problematik befasst und versucht hat, noch andere Wege zu finden, um hier ein Ziel zu erreichen, das grundsätzlich die meisten – würde ich meinen – als erstrebenswert erachten.

Er hat auch insofern einen richtigen Ansatz gefunden, als er einen Teil der Energieabgabe zur Senkung der Lohnnebenkosten reservieren will. Immerhin – ich komme nachher darauf zurück – kann man vermutlich eben nicht mit Teilen arbeiten, sondern muss das Ganze sehen.

Bei den anderen Problemen hat Herr Maissen meines Erachtens auf wichtige Fragen hingewiesen, nämlich auf die Frage der einheimischen erneuerbaren Energien, die wir nicht vergessen dürfen und die in der ganzen konzeptionellen Planung einen Platz haben müssen. Es sind in dieser Richtung – wenigstens für mich – von diesen Arbeiten und von den Anträgen Maissen wesentliche Impulse und Denkanstösse ausgegangen.

Trotzdem muss ich Ihnen beantragen, sowohl den Beschluss des Nationalrates als auch den Antrag Maissen zu Artikel 14bis abzulehnen. Bei beiden Lösungen wird das Ganze als eine Lenkungsmassnahme deklariert. Wenn wir die Vorschläge aber genauer untersuchen, müssen wir feststellen, dass es hier nicht um eine Lenkungsmassnahme geht, sondern dass eine neue Steuer geschaffen werden soll. Das Ziel geht auch nicht dahin, primär die Emissionen zu verhindern, sondern es besteht in einer Lenkung von Ressourcen.

In der Ausgestaltung, in der Verwendung der Mittel haben wir praktisch neue Subventionen in klassischem Sinn geschaffen, und die Mehreinnahmen fliessen in diese Subventionen. Damit haben wir keine Lenkungsabgabe, sondern wir schaffen letztlich einen neuen Umverteilungsmechanismus.

Das Ganze geht dahin, wieder längerfristige Subventionierungen zu schaffen. Das ist meines Erachtens auch mit der Verfassung nicht vereinbar. Weder der Energieartikel noch der Umweltschutzartikel bieten für ein solches Vorgehen eine entsprechende Grundlage. Auch wir in diesem Rat sind aber dieser Verfassung unterworfen.

Ich habe heute mittag die Veranstaltung des Energieforums Schweiz besucht. Mit Blick auf die zentralen Fragen, die uns beschäftigen, war es eine ausserordentlich interessante Veranstaltung. Etwas zusammenfassend möchte ich versuchen zu sagen, wohin die Meinungen gegangen sind und wo sich für uns das Bild einer Lösung abzeichnet:

1. Die Experten haben nicht eine einheitliche Meinung vertreten. Bei einem Experten hat man eine gegenüber dem Ganzen ablehnende Haltung gespürt, während der andere Experte eine grundsätzlich positive Haltung vertreten hat. Das

war sehr wertvoll, weil damit zum Ausdruck kam, dass wir uns in diesem Zusammenhang für eine bestimmte Grundhaltung entscheiden müssen.

2. Es kam zum Ausdruck – ich teile diese Meinung vollumfänglich –, dass die Einführung einer ökologischen Steuerreform oder einer Lenkungsabgabe schwierig ist; sich nicht von einem Tag auf den anderen bewerkstelligen lässt und dass wir uns die Schritte genau überlegen müssen, mit denen wir vorankommen wollen. Sonst werden wir wirtschaftliche Probleme schaffen, die für unser Land verhängnisvolle Folgen haben. Wir können Schritte vollziehen, aber wir können nicht einfach eine Rosskur machen.

3. Entscheidend für diesen Umbau ist folgendes: Die Einnahmen müssen vollumfänglich zurückerstattet werden, und zwar, wie ich anfangs gesagt habe, nicht als neue Subventionen, deren Effizienz nicht einmal ausgewiesen ist. Die erhobenen Lenkungsabgaben müssen entweder in Form der Senkung der Einkommens- und Vermögenssteuern oder aber über eine Senkung der Lohnprozente zurückerstattet werden. Es sind natürlich auch hier Probleme vorhanden – das ist klar –, weil damit wieder Begehrlichkeiten geschaffen werden. Zudem stellt sich immer die Frage: Wenn der Zweck der Lenkungsmaßnahme erreicht ist, gehen auch die Einnahmen zurück. Aber genau das kann der Staat unter Haushaltgesichtspunkten nicht brauchen. Diese Fragen muss man überdenken. Sie sind meines Erachtens lösbar.

4. Weiter – diese Meinung teile ich auch – kann man das Arbeitsplatzargument nicht einfach einseitig in den Vordergrund schieben. Es zeigt sich wahrscheinlich klar, wenn man eine gesamtwirtschaftliche Betrachtung macht, dass auf der einen Seite etwas gewonnen wird und auf der anderen Seite etwas verlorengehen kann. Gewinner sind wir dann, wenn wir vorausgehen und andere nachfolgen, wenn wir bereits Technologien geschaffen haben, die nachher marktfähig sind und exportiert werden können.

Die vorgesehene Fassung von Artikel 14bis – in der nationalrätlichen Fassung –, aber leider auch der Eventualantrag Maissen entsprechen diesen Voraussetzungen nicht, weshalb ich ihnen nicht zustimmen kann.

Diese ganze Diskussion, die wir heute und zum Teil gestern geführt haben, gibt mir jedoch eine Hoffnung: die Hoffnung, dass wir auf diesem Wege weitergehen werden.

Ich habe mich persönlich – das darf ich für mich in Anspruch nehmen – vor allem vom fiskalischen Gesichtspunkt aus schon früher stark mit diesen ökologischen Steuerproblemen beschäftigt. Wir können weitergehen und versuchen, die Fragen vertieft anzugehen. Dann wird es uns gelingen, hier einen vernünftigen Konsens zu finden. Die Möglichkeiten zur Diskussion sind vorhanden, insbesondere wenn wir an die Solar-Initiative denken, die noch zur Behandlung ansteht.

Plattner Gian-Reto (S, BS), Berichterstatter: Als ich jung in diesem Rat war, bei der Debatte über den F/A-18, hat Kollegin Monika Weber nach der Debatte der Obersten ausgerufen, sie komme sich vor wie in einem Gottesdienst. Ich komme mir auch ein bisschen vor wie in der Kirche, wir stehen alle um den lieben Verstorbenen herum. (*Heiterkeit*) Es hat die Verwandten, die ihn gern hatten, und es hat jene, die ihn nicht so gern hatten, und ich darf jetzt am Schluss als «Pfarrer» versuchen, die beiden wieder zusammenzuführen. Das betrachte ich als meine Aufgabe:

Liebe Gemeinde, möchte ich fast sagen. (*Heiterkeit*) Ich möchte noch einmal festhalten, dass diese Schlussdebatte gezeigt hat, dass dieser Rat nicht in fortschrittlich grüne Vertreter und zögernde oder einfach abwehrende Traditionalisten gespalten ist. Es haben jetzt sowohl Befürworter wie Gegner der gestrigen Rückweisung und dieser Artikel gesprochen, und man spürt doch eigentlich überall das, was Kollege Iten in seinen klugen Worten gesagt hat: Es ist etwas unterwegs, wir sind auf einem Weg; wir wissen zwar noch nicht alle genau, wie wir diese Kutsche miteinander ziehen, aber alle sind guten Willens.

In diesem Sinne möchte ich mich wie gestern schon an die Medienvertreter wenden – sie hören offenbar meistens nicht zu; diesen Eindruck bekomme ich, wenn ich die heutigen Zei-

tungen lese –: Ich glaube, dieser Rat hat den Liebesentzug, den Sie ihm angedeihen lassen, nicht verdient, er will nämlich etwas, er will es nur nicht auf dem Weg, den der Nationalrat vorgeschlagen hat. On n'a pas rejeté d'approfondir, Kollege Marty Dick, on approfondira, aber eben auf einem anderen Weg als über die Rückweisung des ganzen Gesetzes. Das Ziel meiner Kommission – die bald einmal nicht mehr meine sein wird – ist es, dass das Stimmenverhältnis das nächste Mal nicht mehr 19 zu 16 ist, sondern mindestens 16 zu 19 Stimmen in der guten Richtung.

Ich brauche also die beiden Vorschläge, die nun auf dem Tisch liegen, nicht noch einmal auseinanderzunehmen. Ich habe gestern alles gesagt, was es über den Antrag Suter meiner Meinung nach und aus Sicht der Kommission zu sagen gibt, ich habe die Gabeln im Handrücken alle aufgezählt. Ich möchte einfach noch einen Punkt anfügen: Es wurde vorher gesagt, wir würden, wenn wir zustimmten, über die nächsten Jahre 5 Milliarden Franken festlegen. Es ist viel mehr! Es ist nicht vorstellbar, dass der Bund mit dieser Lenkungsabgabe den privaten Hausbesitzern gleich das ganze Haus gratis saniert, sondern es geht nur darum, Förderungsmassnahmen mit irgendeinem Multiplikationsfaktor zu treffen. Der Private soll dann vielleicht die Hälfte oder zwei Drittel bezahlen, wie das so üblich ist. Das heisst, Sie müssen diese 5 Milliarden Franken über die nächsten paar Jahre noch aufmultiplizieren, wie wir das beim Investitionsprogramm vorgechnet bekommen haben, und dann geht es schon um sehr hohe Beträge. Ich glaube, das allein zeigt, dass wir beide Anträge nicht wie der Nationalrat aus dem Stegreif, ohne Kommissionsberatung, verabschieden können, sogar wenn wir es wollten, das wäre schlicht nicht seriös. Das allein reicht, um sagen zu können: Der liebe Verstorbene ruhe in Frieden!

Ich möchte Ihnen etwas weiteres sagen: Es hat sich ja gerade bei der Umformulierung von Artikel 14bis im Antrag Maissen gezeigt, was jetzt passiert: Man hat nach dem Widerstand, der sich in der Kommission gezeigt hat, angefangen, Freunde zu suchen, Allianzen zu bilden. Plötzlich kamen die Gebirgskantone dazu, dafür steht jetzt auch die Wasserkraft im Antrag. Das zeigt, wie man in der Schweiz Politik macht.

Aber das kann man eben nicht mit einem auf den Tisch geknallten Vorschlag tun, sondern man muss diese Diskussion sorgfältig führen. Die Bauern will man auch dabei haben. Das ist gut so, wir brauchen Mehrheiten. Also hat man auch die Biomasse im Vorschlag drin. Aber ich frage Sie: Wollen Sie wirklich eine Subventionierung von Biomasseproduktion, also felderweise Monokulturen mit Raps, aus dem man dann Öl macht, das man verbrennen kann, um zu sagen, das sei CO₂-neutral? Ich will das nicht! Ebenso wenig will ich erneuerbare Windenergie auf allen Berghügeln im Jura, auf denen ich so gerne wandere, mit ganzen Galerien von grossen Propellern, wie sie an der Ost- oder Nordseeküste stehen.

Wir müssen uns die Dinge schon überlegen, sonst geht es dann so, dass wir zwar eine ökologische Bresche geschlagen, aber gleichzeitig z. B. die Schönheit dieses Landes zerstört haben. Das hat mir gestern Hans Christoph Binswanger erzählt, der «Vater der ökologischen Steuerreform», mit dem ich zu Abend gegessen habe. Er hat mir gesagt: «Macht das nur ja richtig, denn es ist so leicht, hier etwas zu machen, das man nachher bereut!»

Ich lese Ihnen jetzt aus einem Pressedienst einen Text über den Antrag Maissen bzw. seinen Vorläufer vor. Ich sage Ihnen nachher, wer das geschrieben hat: «Untauglich und chancenlos scheint das Abgabeprojekt der Gebirgskantone, welches alles ein wenig und nichts richtig anstrebt. Während nur sieben Jahren sollen aus der Abgabe zu je einem Drittel die erneuerbaren Energien, die rationelle Energieanwendung und die Sozialversicherung finanziert werden. Nach sieben Jahren soll der Abgabbeertrag nur noch zur Senkung der Lohnnebenkosten dienen. Dieser Antrag ist ein untauglicher Kompromissvorschlag. Er will zuviel aufs Mal und erzeugt keine nachhaltige Wirkung.» Das war aber nicht etwa der Vorort, der das geschrieben hat, sondern das Initiativkomitee in seinem Pressedienst. Welches Initiativkomitee? Das der Solar-Initiative!

Damit will ich die Leute nun nicht gegeneinander aufhetzen, aber ich will Ihnen zeigen, dass nicht einmal die, welche sagen, sie würden in die gleiche Richtung zielen, heute in die gleiche Richtung zielen. Die einen schlagen das vor, die anderen schlagen ein bisschen etwas anderes vor. Das geht aber den einen schon wieder zu weit. Die lieben Verwandten stehen eben wirklich um den lieben Verstorbenen herum und sind sich eigentlich nicht recht einig, wie man nun hier das Erbe richtig verteilen soll.

Ein weiterer Punkt: Ich habe vorgestern mit den Herren Leuenberger, Richterich und Hasler im Kreise der Wirtschaftsförderung und zusammen mit anderen Parlamentariern im «Bellevue» ein sehr gutes Nachtessen bekommen. Wir haben fast nur über die ökologische Steuerreform und über ökologische Fragen geredet. Stellen Sie sich das einmal vor: Heute trifft man sich mit der Wirtschaftsförderung, und das Generalthema ist die Ökologie! Und alle drei dieser Herren – sie sind ja nicht ohne jeden Einfluss in diesem Land – haben öffentlich und vor versammelten Parlamentariern bestätigt, dass die ökologische Steuerreform, sofern sie gewisse Bedingungen erfüllt – es sind keine unerfüllbaren oder unvernünftigen –, auch ihren Zielen entspricht. Ich erzähle das hier, um sie öffentlich darauf festzunageln. Sie können ja morgen Leserbriefe schreiben, wenn Sie finden, das sei doch nicht richtig interpretiert. Frau Leumann war aber dabei, und sie nickt. Sie wird das bestätigen.

Ich glaube – Herr Iten hat es gesagt –, wir sind nun wirklich daran, den Schritt zu machen. Dieses Land braucht aber seine Zeit dafür. Es hat keinen Sinn, mit dem Kopf durch die Wand zu wollen, wenn sich ein Meter daneben schon allmählich die Tür öffnet. Ich mag diese Politik eigentlich nicht unterstützen. Ich glaube, sie wäre falsch. Wir müssen neue Koalitionen bilden. Das heisst aber auch, dass wir dann in den neuen Koalitionen nicht nach den alten Mustern streiten sollten, sondern so, wie wir das jetzt hier im Rat getan haben. Ich teile mit Herrn Bundesrat Leuenberger das Lob dieses Rates. Er hat gestern gesagt, es sei ein Höhepunkt in seinem politischen Leben, eine solche Debatte anhören zu dürfen. Er ist einfach noch nicht lange Bundesrat und war früher in der falschen Kammer.

Ich bin der Meinung, dass diese Debatte letztlich auch sehr viel gebracht hat. Natürlich nicht den Paukenschlag, den der Nationalrat – Gott sei Dank! – gemacht hat. Ich war sehr froh darum. Unser Rat hat, auf eine andere Art, genau seinen Qualitäten entsprechend in die gleiche Richtung gestossen. Damit ist jetzt vom «Pfarrer» alles gesagt, was es zu sagen gibt. Man kann jetzt die Kirchen- bzw. die Abstimmungsglocken läuten lassen.

Ich bitte Sie, die beiden Anträge nicht anzunehmen, und ich sage als «Pfarrer» gerade noch: Ich werde dafür stimmen.

Leuenberger Moritz, Bundesrat: Nachdem der Pfarrer gesprochen hat, pflegt noch die Kollekte eingesammelt zu werden; das muss ich jetzt halt noch schnell machen. (*Heiterkeit*) Es gibt in dieser ganzen Diskussion drei Aspekte im Zusammenhang mit diesem Gesetz: einen verfassungsrechtlichen, einen energiepolitischen und einen konsenspolitischen.

Ich spreche jetzt nicht ex cathedra; denn wenn es darum geht, die Verfassung zu interpretieren, wird, im Gegensatz zur Kirche, nie die endgültige Wahrheit verkündet, sei man nun «protestantisch», «katholisch» oder was auch immer, sei man beim Bundesamt für Justiz oder Professor an einer Universität. So kann ich mir – obwohl ein Gutachten, das die Verfassungsmässigkeit dieses Artikels verneint, aus demselben Haus stammt, in dem ich arbeite – erlauben zu sagen, dass ich der Auffassung bin, die Verfassungsmässigkeit sei gegeben. Ich füge aber hinzu, dass der Bundesrat als Gremium darüber nicht entschieden hat. Aber gestützt auf den Umweltschutzartikel in der Bundesverfassung hat der Bund die Kompetenz, Lenkungsabgaben zu erheben.

Der Energieartikel, Artikel 24octies der Bundesverfassung, sieht in Absatz 3 Buchstabe a eine umfassende Kompetenz des Bundes im Bereich des Energieverbrauchs von Anlagen vor. Zum Beispiel fallen elektrische Apparate und Feuerungsanlagen unter diesen Absatz. Mit der Argumentation

des Bundesamtes für Justiz, welches sagt, bei diesem Artikel sei eigentlich eine energiepolitische Zielsetzung im Vordergrund und nicht eine umweltpolitische, kann ich nicht einiggehen, weil praktisch jede energiepolitische Zielsetzung auch eine umweltpolitische ist; das hängt doch aufs engste zusammen.

Ein Lenkungseffekt würde durch einen solchen Artikel tatsächlich erreicht; es ist ausgerechnet worden, in welchem Umfang. Der Artikel hat eine umweltpolitische Stossrichtung, und das genügt zur Bejahung der Verfassungsmässigkeit.

Das heisst aber nicht, dass ich deswegen diesen Artikel unterstütze. Ich habe Ihnen gesagt, dass der Bundesrat – damit komme ich zur energiepolitischen Argumentation – die Solar-Initiative zur Ablehnung empfiehlt, dass er keinen Gegenvorschlag dazu formuliert hat. Konsequenterweise empfiehlt er Ihnen auch diesen Beschluss des Nationalrates, aufgenommen von Herrn Gentil, zur Ablehnung.

Dass der Bundesrat zum Antrag Maissen keine Stellung genommen hat, weil er dazu vom Vorgehen her gar nicht in der Lage war, spielt im Zusammenhang mit der Mehrheitsfähigkeit dieses Gesetzes eben eine grosse Rolle. Ich muss Sie einfach bitten zu berücksichtigen, dass der Bundesrat demzufolge auch keine Vernehmlassung durchgeführt hat. Das ist bei einem dermassen wichtigen und zukunftssträchtigen Antrag von Gewicht.

Es ist tatsächlich wahr: Wenn ich Ihnen diesen Artikel im Namen des Bundesrates zur Ablehnung empfehle, will ich damit nicht sagen, diese Idee solle vom Tisch sein. Ganz im Gegenteil, damit diese Idee langfristig zum Tragen kommen kann, darf man diesen Entscheid jetzt nicht übers Knie brechen. Ich meine, dass das Parlament bei der Behandlung der Solar-Initiative die Gelegenheit haben wird, über diese Lenkungsabgabe in eigener Kompetenz zu befinden.

Maissen Theo (C, GR): Es ist an sich unüblich, nach dem Bundesrat noch zu sprechen. Ich gebe aber nur eine kurze Erklärung ab.

Ich bin von dieser Diskussion hochbefriedigt. Es war eine wertvolle Auslegeordnung, und es hatte, wenn man in der Sprache von Kollege Plattner spricht, «Bekenntnisse» darin. Ich zähle auf diese Bekenntnisse in einem späteren Zeitpunkt, wenn es darum geht, etwas auszuarbeiten, was heute offenbar noch unklar ist. Die offenen Fragen konnten zu wenig vertieft besprochen werden. Damit möchte ich sagen: Ich halte mich an das, was gesagt worden ist, insbesondere auch von Herrn Bundesrat Leuenberger, und finde, es mache keinen Sinn, jetzt über etwas abzustimmen, das wegen der Ungewissheiten auf Ablehnung stossen könnte. Ich ziehe deshalb meine Anträge zurück.

Frick Bruno (C, SZ): Gestatten Sie, dass ich vom Recht gemäss dem Ratsreglement Gebrauch mache, meine Stimmabgabe zu erläutern. Sie wissen, ich bin Mitglied des Initiativkomitees. Trotzdem werde ich mich beim Antrag Herrn Gentils, der dem Nationalrat folgen will, der Stimme enthalten. Ich möchte das kurz erläutern.

Der Entscheid, den die Kommissionmehrheit getroffen hatte und welchem der Rat gestern in der Mehrheit folgte, war ein Verfahrensentscheid. Wir haben uns entschieden, dass wir einen möglichen Gegenvorschlag zur Solar-Initiative im ordentlichen Verfahren bearbeiten und nicht vorgezogen in einem mangelhaften Schnellverfahren, bei dem noch nicht alle Details ausgewogen vorliegen.

Wir haben uns also für das ordentliche Verfahren entschieden. Ich habe verschiedentlich festgestellt, dass jetzt das Für und Wider zum Antrag Suter bereits ideologisch hochstilisiert wird: nur noch für oder wider eine mögliche Lenkungsabgabe, für oder wider die Solar-Initiative. Das ist es nicht. Wir haben gestern und heute das Verfahren festgelegt, und der Antrag Suter hat Wesentliches bewegt; er hat die Schweiz in ihrem energiepolitischen Bewusstsein verändert.

Herr Plattner hat vom «Lichemöhl» mit Herrn Leuenberger vom Vorort und von anderen Ereignissen gesprochen. Ich werde das Amtliche Bulletin der heutigen Sitzung sehr gut aufbewahren, denn ich habe noch nie so viele Bekenntnisse

für ein ökologisch bewusstes Handeln gehört. Wir müssen Lenkungsabgaben einführen, wir müssen zu einer ökologischen Steuerreform kommen. Darum war der Antrag Suter Gold wert. Er war für die Schweiz ein energiepolitischer Katalysatoreffekt erster Güte, wie noch nie zuvor. Ich werde mich dafür einsetzen, dass wir im ordentlichen Verfahren vorwärts machen, wie es die Kommission auf meinen Antrag hin beschlossen hat: nämlich einen möglichen Gegenvorschlag umfassend zu prüfen und das Ergebnis bis nächstes Frühjahr vorzulegen.

In diesem Sinne enthalte ich mich der Stimme zum Antrag Gentil bzw. zur Fassung des Nationalrates, weil er mir nicht genügend ausgewogen ist. Wir führen aber das Verfahren am richtigen Ort weiter. Das heutige Nein zu diesem Antrag ist kein Nein in der Sache; es ist ein Ja zu einem neueren Verfahren, das wir ausgewogen und breit am richtigen Ort durchführen sollen.

Präsident: Herr Maissen hat seinen Eventualantrag zurückgezogen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	25 Stimmen
Für den Antrag Gentil	3 Stimmen

Art. 15

Antrag der Kommission

Abs. 1

.... Geldleistungen gewährt. Betriebsbeiträge werden nur ausnahmsweise gewährt. Die rückwirkende

Abs. 2

Mehrheit

Die Finanzhilfen dürfen 30 Prozent

Minderheit

(Frick, Brändli, Inderkum, Plattner, Schallberger)
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Abs. 3

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Abs. 4

Mehrheit

.... 50 Prozent der

Minderheit

(Frick, Brändli, Inderkum, Plattner, Schallberger)
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Abs. 5

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 15

Proposition de la commission

Al. 1

.... versements non remboursables. Des contributions aux frais d'exploitation ne sont accordées qu'à titre exceptionnel. Tout soutien rétroactif est exclu.

Al. 2

Majorité

.... dépasser 30 pour cent

Minorité

(Frick, Brändli, Inderkum, Plattner, Schallberger)
Adhérer à la décision du Conseil national

Al. 3

Adhérer à la décision du Conseil national

Al. 4

Majorité

.... atteindre 50 pour cent

Minorité

(Frick, Brändli, Inderkum, Plattner, Schallberger)
Adhérer à la décision du Conseil national

Al. 5

Adhérer à la décision du Conseil national

Frick Bruno (C, SZ), Sprecher der Minderheit: Zu Artikel 15 liegen Ihnen zwei Minderheitsanträge vor. Die Minderheit ist eine sehr knappe, da sich sechs Mitglieder für den Antrag der Mehrheit und fünf Mitglieder für den Antrag der Minderheit ausgesprochen haben.

Worum geht es? Es geht um das Ausmass der Finanzhilfen im Rahmen des Energiegesetzes. Der Bundesrat hat 50 Prozent vorgesehen. Der Nationalrat hat diese 50 Prozent aus finanzpolitischen Gründen – nur diese waren ausschlaggebend – auf 40 Prozent reduziert. Unsere Kommission hat mit einer sehr knappen Mehrheit ein weiteres Sparzeichen setzen wollen.

Was bewirkt dieses weitere Sparzeichen? Es bewirkt, dass nur noch Finanzhilfen in sehr kleiner Masse gesprochen werden können. Wenn wir auf 30 Prozent zurückgehen, sind fast nur noch – ich zitiere Herrn Bundesrat Leuenberger aus seinem gestrigen Votum – «Streusubventionen» in kleinem Rahmen möglich. Das ist nicht der Zweck. Der Bund soll dort, wo es nötig ist, angemessene Finanzhilfen leisten können.

Die 40 Prozent, die Ihnen die Minderheit beantragt, sind auch ein guter Kompromiss zwischen den beiden extremen Lösungen. Sie ermöglichen dort, wo sie nötig ist, eine zweckmässige, ausgewogene Finanzhilfe. Stimmen Sie diesem Minderheitsantrag zu! Dann können wir im Rahmen des Energiegesetzes auch effizient wirken.

Plattner Gian-Reto (S, BS), Berichterstatter: Es ist wirklich ein Irrtum, wenn man meint, dass man hier den Subventionsatz ohne Limite in Geld beschliesse. In Wirklichkeit beschliesst man nur, wieviel man in ein einziges Projekt hineinstecken kann – ob 30, 40 oder allenfalls gar 50 Prozent. Je kleiner der Prozentsatz ist, desto mehr müssen die Subventionen gestreut werden und desto mehr läuft es nach Giesskannenprinzip. Je höher diese Zahl ist, desto mehr kann die gleiche Subventionsmenge, die wir im Budget und in den Verpflichtungskrediten beschliessen, konzentriert werden und Wirkung entfalten. Es ist hier eigentlich von Herrn Loretan das Pferd am Schwanz aufgezäumt worden.

Allerdings hat die Kommission in einem komplizierten Verfahren darüber abgestimmt und eine Auswahl gemacht. Die Abstimmung ging am Schluss so knapp aus, wie es mein Vorredner – der Vertreter der Minderheit, der ich auch angehöre – dargestellt hat. Es ist klar, dass die Kommission sparen wollte; aber sie hat wahrscheinlich nicht einen Sparscheid getroffen, sondern einen Entscheid, der zu Giesskannensubventionen führen wird.

Trotzdem muss ich Ihnen als Kommissionspräsident beantragen, der Mehrheit zu folgen. Aber ich muss auch deutlich sagen: Es wäre vielleicht kein Schaden, wenn Sie es nicht täten.

Loretan Willy (R, AG): Nach dem feierlichen Hochamt bei Artikel 14bis geht es jetzt wieder zurück in die klassische eidgenössische Politik, und hier geht es wahrlich um Kollekten, die man einziehen will.

Ich habe nicht mehr erwartet von Ihnen, Herr Plattner; ich hätte das als Kommissionspräsident auch so gemacht. Nachdem der Kommissionspräsident mehr oder weniger dezidiert den Antrag der Mehrheit vertreten hat, mich aber in den Streit gerufen hat, wie man prozessual sagt, möchte ich doch noch einige Worte zu diesem Antrag sagen.

Es ist offenbar ein ehernes Prinzip: Kein neues Bundesgesetz ohne Subventionen. Kein Wunder, dass fast zwei Drittel aller Bundesausgaben als Transferleistungen in andere Haushalte fliessen. Der Bundesrat will angesichts der schlimmen Situation der Bundesfinanzen aus diesem Subventionsdschungel herausgeraten, ihn auslichten und hat einen Subventionsbericht vorgelegt, der die subventionsempfangende Öffentlichkeit ganz böse aufgeschreckt hat.

Das ist beileibe eine sehr breite Öffentlichkeit, der Klub der Subventionsempfänger. Dieses Parlament bejammert regel-

mässig die Subventionswirtschaft bei der Beratung der Voranschläge, feilscht um die Subventionen und um deren Höhe; die gegenseitige Unterstützung der Subventionslobbies verhindert aber jeweils Schlimmes. Immer wird dabei auf die gesetzlichen Grundlagen hingewiesen, auf die Ansprüche, auch auf deren Höhe – wobei man immer die Maximalhöhe der Subventionen nennt. Man hat ja schliesslich einen Rechtsanspruch, im Grundsatz und in bezug auf die Höhe der Leistungen. Hier liegt der springende Punkt: Bei unserer Legiferierung gilt es aufzupassen, und hier dürfen wir nicht mehr länger überborden.

Schon nach dem geltenden Energienutzungsbeschluss werden Subventionen für alles mögliche ausgerichtet, beschränkt allerdings nach Artikel 25 der Energienutzungsverordnung in der Regel auf 30 Prozent. Die Botschaft sagt auf Seite 3, dass der Vollzug des Energiegesetzes nicht mehr finanzielle Mittel als derjenige des Energienutzungsbeschlusses verlangen werde. Das tönt gut. Ich hätte erwartet, dass weniger Mittel gebraucht werden. Ich erinnere an die Lage der Bundesfinanzen. Man hätte also ruhig schon vom Bundesrat her mit dem Ausmass der Subventionssätze zurückfahren dürfen.

Ich erwarte den Einwand und nehme ihn gleich vorweg: Beim Budget könnt ihr ja dann die Schraube schon anziehen – und genau das trifft in der Regel nicht zu. Schon Verwaltung und Bundesrat pflegen dann den Subventionsrahmen auszuschöpfen, genau gleich das Parlament.

Meine Konsequenz aus diesen Überlegungen: je kleiner die Spielräume, desto grösser die Chance, weniger auszugeben. Das ist mein Anliegen. Daher stellte ich in der vorberatenden Kommission – Herr Plattner hat es erwähnt – den Antrag, nach dem Muster der Mehrheit der Kommission des Nationalrates, vertreten durch Kollege Baumberger, auf das Niveau des Energienutzungsbeschlusses herunterzugehen, nämlich auf 30 Prozent im Regelfall.

Der Sprecher der Kommissionsmehrheit im Nationalrat, Herr Baumberger – er sprach gleichzeitig im Namen der CVP-Fraktion –, führte aus: «Alle Erfahrung zeigt, dass allzu früh ausgeschüttete Streusubventionen die technologische Entwicklung eher hindern als fördern. Das ist eine Erfahrungsgrossesse. Wenn wir zudem die desolate Finanzlage unseres Staates ansehen, sollten wir endlich damit beginnen, mit den Subventionen etwas zurückhaltender zu sein, d. h., dort subventionieren, wo wirklich echte technologische Durchbrüche bevorstehen, aber mit Streusubventionen zurückhaltend sein.» (AB 1997 N 966) Damit ist auch die Antwort an Herrn Frick erteilt.

Ich bin für Konzentration auch im Subventionswesen. Leider gewann die Mehrheit der Kommission im Nationalrat nicht. Helfen Sie mit, der Mehrheit Ihrer Kommission hier im Zweitrat zum Durchbruch zu verhelfen. Stimmen Sie mit der Mehrheit!

Leuenberger Moritz, Bundesrat: Wie ich Ihnen beim Eintreten schon sagte, bitte ich Sie, allermindestens der Minderheit zu folgen. Am liebsten würde ich sagen, dass Sie dem Bundesrat folgen sollen, der noch eindeutige Sätze festgelegt hat. Aber auch ich bin zu einem Kompromiss fähig.

Es ist nicht so, dass durch den Antrag der Kommissionsmehrheit irgendwelches Geld gespart würde. Beim Budget wird bestimmt, wieviel Subventionen überhaupt ausgesprochen werden. Gegenwärtig sind das ungefähr 50 Millionen Franken. Hier geht es nur um den Satz bei den einzelnen Projekten. Wir möchten lieber die Politik verfolgen, grosse, bedeutende Projekte effizient zu unterstützen, die dann als Beispiele für Nachahmer gelten könnten. Wenn man aber den kleineren Prozentsatz nimmt, dann muss man halt immer weniger bedeutende, kleinere Projekte unterstützen, also zu einem eigentlichen Giesskannenprinzip übergehen. Deswegen kann ich Ihnen nur empfehlen, die Minderheit zu unterstützen.

Abs. 1, 3, 5 – Al. 1, 3, 5

Angenommen – Adopté

Abs. 2, 4 – Al. 2, 4

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Minderheit

13 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit

11 Stimmen

Art. 16

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 17

Antrag der Kommission

Abs. 1, 3

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Abs. 2

Der Bundesrat kann private Organisationen

Art. 17

Proposition de la commission

Al. 1, 3

Adhérer à la décision du Conseil national

Al. 2

Adhérer à la décision du Conseil national

(la modification ne concerne que le texte allemand)

Plattner Gian-Reto (S, BS), Berichterstatter: Ich möchte nochmals darauf hinweisen, dass hier der Vollzug des Gesetzes geregelt wird. Insbesondere in Artikel 17 und 19 wird auf die Aufgaben privater Organisationen hingewiesen. Ich habe Sie gestern daran erinnert, dass nicht nur eine, sondern viele gemeint seien, dass man das vor allem in diesen beiden Artikeln sehen könne. Ich halte zuhänden des Protokolls noch einmal fest, hier ist es ganz klar reglementiert: Es gibt mehrere Energieagenturen. Dieses Gesetz will nicht nur eine einzige Agentur der Wirtschaft, sondern auch andere private Organisationen zulassen.

Eine zweite Bemerkung: Die Systematik, die bei unserer Kommissionsberatung im Zusammenhang mit den Artikeln 17, 18 und 19 entstanden ist, ist nicht ganz klar. Man sollte das vermutlich in der nationalrätlichen Kommission noch einmal ansehen. Wenn wir das mit dem Umweltschutzgesetz vergleichen, so ist dort eine andere Regelung gefunden worden, insbesondere was den Vorrang von Massnahmen der Wirtschaft und den Zusammenarbeits-, den Subsidiaritäts- und den Kooperationsartikel betrifft. Die Kommission und ich selbst sind nicht sicher, ob das die optimale Lösung ist. Wir übermitteln also der Kommission des Nationalrates den Wunsch, sich die Systematik in der Differenzbereinigung noch einmal anzuschauen.

Angenommen – Adopté

Art. 18

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 19

Antrag der Kommission

Abs. 1

Der Bundesrat kann privaten Organisationen

Abs. 1bis, 2

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 19

Proposition de la commission

Al. 1

Adhérer à la décision du Conseil national

(la modification ne concerne que le texte allemand)

Al. 1bis, 2

Adhérer à la décision du Conseil national

Plattner Gian-Reto (S, BS), Berichterstatter: Betreffend Absatz 1 Buchstabe ebis (neu) hatten wir eine Diskussion darüber, ob diese Bestimmung nur rückzahlbare oder auch andere Hilfe ermögliche. Die Kommission hat mich gebeten festzuhalten, dass nach unserem Recht im Rahmen der normalen Finanzgesetzgebung auch andere als rückzahlbare Hilfe möglich ist, also z. B. auch Bürgschaften.

Angenommen – Adopté

Art. 20

Antrag der Kommission

Titel

Leistungsauftrag und Aufsicht der öffentlichen Hand

Abs. 1, 2

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Abs. 3

Vertreter des Bundes dürfen den Leitungsorganen der beauftragten Organisationen nicht angehören.

Art. 20

Proposition de la commission

Titre

Mandat de prestation et surveillance exercée par les pouvoirs publics

Al. 1, 2

Adhérer à la décision du Conseil national

Al. 3

Des représentants de la Confédération ne peuvent pas faire partie des organes dirigeants de ces organisations.

Plattner Gian-Reto (S, BS), Berichterstatter: Wir haben hier im Rahmen der kleinen Änderungen der Systematik des Gesetzes den ersten Satz von Absatz 3, wie ihn der Nationalrat beschlossen hat, gestrichen. Er ist bereits in den Artikeln 15, 16 und 19 Absatz 1 Buchstabe ebis untergebracht.

Hingegen haben wir, was den zweiten Satz anbelangt, der Idee des Nationalrates zugestimmt, dass Vertreter des Bundes nicht in den Leitungsorganen dieser Energieagenturen sitzen sollen. Es soll eben wirklich eine Trennung der Verantwortlichkeiten gemacht werden. Die Kommission war der Ansicht, dass es eine unzulässige Vermischung von Verantwortung und Controlling einerseits bezüglich der Aufsicht über die Agenturen und andererseits bezüglich der Arbeit der Agenturen gäbe, wenn wir hier wieder alles durcheinandermischen würden.

Wir sind hier also dem Beschluss des Nationalrates gefolgt.

Angenommen – Adopté

Art. 21

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 22

Antrag der Kommission

Abs. 1, 2

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Abs. 3

Streichen

Art. 22

Proposition de la commission

Al. 1, 2

Adhérer à la décision du Conseil national

Al. 3

Biffer

Plattner Gian-Reto (S, BS), Berichterstatter: In Artikel 22 haben wir auch irgendwie im Sinne des New Public Management beschlossen, keine Zwangsberichte einzufordern. Wenn Berichte nötig sind, dann kann der Bundesrat sie liefern oder wir können sie mittels eines Vorstosses verlangen. Diese vielen Berichte, die der Verwaltung viel Arbeit verursachen und die dann doch niemand liest, möchten wir nicht noch um einen erweitern.

Angenommen – Adopté

Art. 23

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 23bis (neu)

Antrag der Kommission

Titel

Bearbeitung von Personendaten

Abs. 1

Das Bundesamt bearbeitet im Rahmen der Zweckbestimmung dieses Gesetzes Personendaten unter Einschluss von besonders schützenswerten Daten über strafrechtliche Verfolgungen und Sanktionen (Art. 29 Abs. 3).

Abs. 2

Es kann diese Daten elektronisch aufbewahren.

Art. 23bis (nouveau)

Proposition de la commission

Titre

Traitement de données personnelles

Al. 1

Dans les limites de l'objectif de la présente loi, l'office traite des données personnelles comportant des indications sensibles qui touchent des poursuites et des sanctions pénales (art. 29 al. 3).

Al. 2

Il peut conserver ces données sur un support électronique.

Plattner Gian-Reto (S, BS), Berichterstatter: Hier wurden wir, soviel ich mich erinnere, vom Datenschutzbeauftragten darauf aufmerksam gemacht, dass ein solcher Artikel nötig sei. Nach unseren eigenen gesetzlichen Regelungen müssen wir dem Bundesamt eine gesetzliche Basis für die Bearbeitung der Personendaten geben. Der Grund, warum wir das machen müssen, ist, dass das Bundesamt für Energiewirtschaft gemäss Artikel 29 Absatz 3 die Strafverfolgung übernehmen soll. Es hat also das Antragsrecht, Widerhandlungen gegen dieses Gesetz verfolgen zu lassen. Deshalb braucht es handkehrum diese rechtliche Grundlage für die Bearbeitung von Personendaten.

Angenommen – Adopté

Art. 24, 25

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 26

Antrag der Kommission

Abs. 1

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Abs. 3

Streichen

Art. 26*Proposition de la commission**Al. 1*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2

Adhérer à la décision du Conseil national

Al. 3

Biffer

Plattner Gian-Reto (S, BS), Berichterstatter: Hier hat der Nationalrat die an sich vernünftige Regelung, die der Bundesrat vorschlägt, abgeändert. Er wollte für den kantonalen Vollzug keine Beschwerdemöglichkeit ans Bundesgericht vorsehen. Das ist wohl aus dem bekannten politischen «Rumoren» über zu viele Beschwerden ans Bundesgericht entstanden. Die Kommission wurde sowohl von unserem Vizepräsidenten, Herrn Zimmerli, der Kommissionsmitglied und Rechtsprofessor ist, wie auch vom Bundesamt für Justiz sehr vor der erheblichen Rechtsunsicherheit gewarnt, die hier entstehen könnte, wenn man so etwas in einem Gesetz übers Knie breche. Das sollte man insbesondere auch deshalb nicht tun, weil sich in diesem Fall schliesslich auch der letztinstanzliche kantonale Entscheid ja auf Bundesrecht stützt. Die Kommission hat deshalb ohne Gegenstimme beschlossen, dem Bundesrat zu folgen und nicht dem Nationalrat.

*Angenommen – Adopté***Art. 27***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Plattner Gian-Reto (S, BS), Berichterstatter: Die Änderung, die der Nationalrat beschlossen hat, ist natürlich eine Konsequenz aus einer anderen Änderung, nämlich bei Artikel 26. Sinnvoll wäre es, auch hier dem Bundesrat zu folgen. Es ist ohnehin in all unserer Rechtspflege üblich, dass die Behördenbeschwerde vom Amt und nicht vom Departement ausgeht.

*Angenommen – Adopté***Art. 28–30***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

*Angenommen – Adopté***Art. 31***Antrag der Kommission*

Streichen

Art. 31*Proposition de la commission*

Biffer

Plattner Gian-Reto (S, BS), Berichterstatter: Hier müssen wir eine Übergangsbestimmung streichen, die sich auf die verbrauchsabhängige Heizkostenabrechnung bezieht. Wir haben jetzt dort keine fixen Fristen mehr gesetzt, sondern den Kantonen einfach die Pflicht auferlegt, diese Gesetze einmal kantonal zu erlassen. Die Übergangsfrist liegt deshalb bei ihnen, und wir müssen keine eigene Übergangsfristen mehr setzen.

Frick Bruno (C, SZ): Ich muss nur der Ordnung halber etwas für das Amtliche Bulletin festhalten: Herr Plattner hat in seinem Votum zum Antrag Maissen offenbar aus einer Pressemitteilung des Initiativkomitees zitiert, das angeblich den Antrag Maissen kritisiert und als untauglich bezeichnet habe.

Ich darf als Mitglied des Initiativkomitees dazu festhalten, dass es offenbar nicht nur beim Bund, sondern auch anderswo gezielte Indiskretionen gibt. Was Herr Plattner zitiert hat, war ein interner Entwurf eines Mitarbeiters. Die Verantwortlichen des Komitees sind aber zu einem gegenteiligen Schluss gekommen, nämlich dass der Antrag Maissen durchaus eine taugliche und gute Grundlage sei. Darum ist das Pressecommuniqué nicht in dieser Form versandt worden, sondern die Haltung ist eine andere.

Plattner Gian-Reto (S, BS), Berichterstatter: Ich rate den Leuten, die Pressecommuniqués herausgeben, zu schreiben, ob sie definitiv oder vorläufig sind. Ich habe einfach einen Pressedienst erhalten.

*Angenommen – Adopté***Art. 32***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

*Angenommen – Adopté**Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Entwurfes

24 Stimmen
(Einstimmigkeit)*An den Nationalrat – Au Conseil national*

97.3005

**Motion Nationalrat
(UREK-NR 96.067)
Markttöffnung
im Energiebereich**

**Motion Conseil national
(CEATE-CN 96.067)
Ouverture du marché
dans le domaine de l'énergie**

Wortlaut der Motion vom 21. März 1997

Der Bundesrat wird eingeladen, die erforderliche Änderung der Bundesgesetzgebung zur Markttöffnung im Energiebereich raschestmöglich vorzubereiten, so dass dieselbe zumindest im Elektrizitätssektor gegebenenfalls spätestens auf den 1. Januar 1999 in Kraft gesetzt werden kann.

Texte de la motion du 21 mars 1997

Le Conseil fédéral est invité à préparer dans les plus brefs délais une modification de la législation fédérale qui permette d'ouvrir à tout le moins le marché de l'électricité dès le 1er janvier 1999 au plus tard.

Plattner Gian-Reto (S, BS), Berichterstatter: Es geht bei dieser Motion letztendlich eigentlich nur um die Übersendung eines Datums an den Bundesrat, bis wann er etwas tun soll, was er sowieso schon tut. Wir schicken dieses Datum einstimmig und ohne Gegenwehr an den Bundesrat.

Überwiesen – Transmis

Energiegesetz

Loi sur l'énergie

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1997
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	13
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	96.067
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	09.10.1997 - 15:00
Date	
Data	
Seite	1010-1021
Page	
Pagina	
Ref. No	20 043 010

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.